

## Rapport conseil départemental 6 septembre 2023

### ordre du jour :

- situation politique
- fête de l'Humanité
- sénatoriales 2023
- européennes 2024
- commissions et objectifs

Sur la situation politique à l'étranger

**Sur la guerre en Ukraine**, le parti a fait une série de propositions à Macron pour que la France soit à l'initiative d'un plan de paix autour de cinq grands principes qui repose sur

- l'évacuation immédiate et inconditionnelle des territoires occupé depuis le 24 février 2022 ;
- Sur la neutralité de l'Ukraine garantie par une protection internationale sous l'égide de l'ONU ;
- sur les réparations de guerre ;
- sur le respect des choix des populations de Crimée et du Donbass ;
- et enfin sur le retrait des armes nucléaires déployées en Biélorussie ;

Sur les putschs en Afrique saharienne, de l'ouest et centrale, la France doit sortir de ses politiques post-coloniales qui soutiennent des dirigeants élus sous couvert de corruptions et de fraudes électorales qui exaspèrent les peuples africains tout en favorisant les putschs militaires qui sont eux-mêmes contestés par les oppositions locales. Des politiques de coopérations et d'écoutes vers ces pays là doivent prendre le pas sur les politiques d'exploitation et de concurrences exercées par les grandes puissances, États-Unis, Russie, Chine et pays européens.

Le Parti portera ces propositions dans les mobilisations programmées le 21 septembre prochain pour la journée internationale de la paix.

Cette journée sera aussi l'occasion de réaffirmer notre solidarité avec tous les peuples en lutte,

le peuple palestinien qui se bat courageusement pour sa liberté face à l'occupation,

le peuple israélien lui-même en lutte contre la dérive autoritaire du pouvoir de Netanyahu,

le peuple kurde qui résiste au pouvoir d'Erdogan,

le peuple arménien menacé dans son existence au Haut- Karabakh,

le peuple cubain qui souffre du blocus toujours plus dur des États-Unis

ou encore les peuples afghans et iraniens dont la mobilisation des femmes est une force immense pour combattre les crimes des talibans et des mollahs.

En France, l'invitation lancée par Macron aux oppositions avec l'objectif notamment de bâtir "ensemble" des textes législatifs a suscité de vives réactions. La NUPES s'est fendu d'un communiqué commun pour lui indiquer qu'elle ne se faisait aucune illusion sur les objectifs ni la tentative de reprise d'initiatives d'échanges alors que l'exécutif a méprisé durant des mois les parlementaires, les corps constitués et la population sur la non-réforme des retraites, tout en exigeant que les sujets d'urgence soient traités, l'inflation et l'augmentation des tarifs de l'énergie, les salaires, les conséquences du réchauffement climatique avec la question de l'eau. Si les responsables politiques de la NUPES sont arrivés ensemble, ils ne pas repartis ensemble. LFI, PS et EELV ont présenté un programme partiel en 14 points. Notre direction ne s'est pas associée à ce document estimant que le temps de réflexion a été trop court et que le contenu est trop superficiel. Le Parti s'est fendu d'un 4 pages indiquant nos

priorités pour les Français : avec un pacte pour le pouvoir d'achat, pour le travail et la formation, avec des hausses des salaires et des pensions, par des conditions de travail dignes, un pacte pour la jeunesse, un grand plan pour la reconstruction des services publics et un pacte de réconciliation nationale. La rentrée est toujours marquée par l'inflation et la vie chère, et la rentrée scolaire dont le nouveau ministre de l'éducation a évité de parler du manque de professeurs et d'aesh, de l'absence de moyens donnés aux collectivités pour le dédoublement des classes en zone prioritaire, la fin des rased.

Nous la portons aussi en Afrique où les tensions, les coups d'État se multiplient.

**J'appelle ainsi le gouvernement à ne pas rééditer les erreurs du passé dans les événements en cours au Niger où le Président élu est actuellement emprisonné par des généraux putschistes.**

L'expérience du Mali et du Burkina Faso doit nous inviter à changer profondément la relation de la France avec l'Afrique et les peuples du continent.

C'est la condition pour que notre pays ne soit plus ressenti par les peuples comme porteur d'une volonté d'occupation et d'oppression néocolonialistes, qui se traduit au quotidien par son soutien à des régimes profondément corrompus et antidémocratiques.

La politique des sanctions tout comme une possible intervention militaire de la CEDEAO serait tout aussi inefficace car sans effet sur la junte militaire mais avec de graves conséquences pour le quotidien des nigériennes et des nigériens.

Nous avons au contraire tellement besoin de construire des passerelles entre la France et les pays d'Afrique pour soutenir le développement qu'ils choisiront en toute souveraineté, sur des enjeux aussi essentiels que les services publics, la santé, l'emploi, la formation, la souveraineté alimentaire, énergétique, les politiques d'atténuation et d'adaptation au réchauffement climatique.

Face aux guerres, aux risques climatiques, comment s'étonner sinon que tant d'hommes et de femmes prennent tant de risques pour fuir leur pays ?

Ils meurent ensuite de faim dans le désert en Tunisie maltraités par le gouvernement tunisien, ou noyés en Méditerranée et en Mer du Nord. C'est inadmissible aujourd'hui à notre époque.

Les frontières sont grandes ouvertes pour le capital et pour les délocalisations mais elles sont hérissées de barbelés et de garde-frontières pour les êtres humains. C'est cette mondialisation capitaliste que nous combattons !

Alors oui, nous défendons les frontières pour notre pays, pour protéger notre économie, pour lutter contre les délocalisations, la fraude fiscale mais nous demandons des voies légales et sécurisées pour la circulation des êtres humains.

Il ne s'agit pas de sous-traiter leur accueil à la Tunisie ou la Turquie d'Erdogan, comme le fait d'ailleurs l'Angleterre avec la France contre quelques dizaines de millions d'euros. Nous voulons l'application stricte de règles humaines élémentaires qui sont d'ailleurs inscrites dans notre constitution, dans les principes fondateurs de tant de pays en Europe. Et nous formulerons sur ce sujet des propositions dans ce sens à la rentrée à l'occasion de la loi sur l'immigration.

Nous avons beaucoup de choses à dire pour faire respecter la citoyenneté des hommes et des femmes du monde, la citoyenneté des travailleurs qui sont aujourd'hui en France et qui n'ont aucun droit.

**Nous serons également pleinement mobilisés en cette rentrée pour le climat**, après un été qui a vu l'établissement de records / dont le monde se serait bien passé.

Les données dévoilées par les scientifiques de l'Organisation Météorologique mondiale et le service européen Copernicus ont confirmé que le mois de juillet a été le mois le plus chaud jamais enregistré sur Terre.

Le réchauffement climatique est là et s'accélère.

Alors que cela fait trente ans que les scientifiques nous alertent et que leurs projections n'ont cessé d'être confirmées, il est aberrant qu'un Président de la République française puisse encore se demander «*Qui aurait pu prédire la crise climatique ?*» comme il l'a fait lors de ses vœux 2023 !

Je veux saluer le travail des scientifiques, en particulier dans le cadre du GIEC, car tous ces travaux ont permis de rendre incontournable l'enjeu du réchauffement climatique. Et je dénonce fermement les campagnes de harcèlement qu'ils subissent sur les réseaux sociaux pour le simple fait d'alerter sur la situation.

Comment ne pas voir la gravité des enjeux ? Les événements extrêmes se succèdent. Le Canada et la Grèce ont été ravagés cet été par les flammes, tout comme - et c'est inédit - Hawaï.

Des vagues de chaleur ont touché l'Europe du Sud, l'Afrique du Nord, le sud des États-Unis et une partie de la Chine également frappé par des typhons.

Nous parlons ici d'événements souvent meurtriers, qui bouleversent très profondément la vie des populations.

A l'échelle mondiale, la crise climatique conduit au déplacement de millions de personnes. L'an dernier, près de 32 millions de personnes ont été forcées de migrer à l'intérieur de leur pays à cause d'une catastrophe météorologique.

C'est davantage que les réfugiés de guerre dont le nombre a pourtant également augmenté pour atteindre plus de 28 millions de personnes.

Et ce réchauffement nous touche également en France, chacune et chacun le ressent d'autant plus ces derniers jours avec la canicule tardive que nous venons de vivre.

Ce réchauffement dégrade les conditions de vie et de travail de millions de nos concitoyens, principalement les plus modestes, qui souffrent toujours plus de la chaleur l'été et du froid l'hiver dans certains secteurs professionnels exposés et dans leur habitation, dans de nombreux villages

et quartiers populaires, car ils n'ont pas les moyens de la rénover.

**Ce défi de la lutte contre le réchauffement climatique, comme celui contre toutes les atteintes à la biodiversité et à la qualité de notre environnement, est un des plus grands défis de notre siècle et il est pleinement celui des communistes**

car il appelle à révolutionner le mode de production capitaliste autant que le mode de consommation,

à affronter les lobbies comme le lobby pétrolier, à engager des dépenses

publiques majeures

ou encore à agir en internationalistes pour la réduction des inégalités globales.

C'est pourquoi nous avons décidé de franchir un cap dans la bataille du climat : **nous présenterons le 6 novembre prochain à notre siège national un grand plan pour le climat, un pacte pour le climat** qui engage notre pays dans une révolution écologique nécessaire et urgente.

La révolution écologique, pour nous, c'est s'attaquer au système économique, le changer, le faire démocratiquement, avec les salariés, avec la population pour lier progrès écologique et progrès social pour toutes et tous.

Je n'en peux plus des discours moralisateurs, culpabilisants celles et ceux qui, dans les faits, polluent le moins pendant que les riches continuent leurs voyages en jets privés.

C'est à l'État et à nous tous aussi de prendre nos responsabilités et de changer profondément un système qui exploite la nature autant que les êtres humains.

Et c'est la raison pour laquelle la question sociale doit être aussi au cœur de cette rentrée.

Oui, cette rentrée, nous la voulons chaude, très chaude, pour en finir avec l'inflation, pour gagner la hausse des salaires et des pensions !

Sont-ils, au gouvernement, à ce point coupés des Françaises et des Français, des jeunes, des mères seules, pour ne pas voir combien l'inflation est dure ?

Sur deux ans, les hausses cumulées des prix de l'alimentation atteignent 21,4% ! Est-ce que les salaires et les pensions ont augmenté de 21% ? Bien sûr que non !

Le sucre : + 60,3% L'huile d'olive : +

46,4 % Les œufs : + 29,9 %

Le porc: 29%

La farine : 26,4% Le lait :

+7,7%

Avec ça les flammekueche et les crêpes deviennent un produit de luxe alors que ce sont des plats populaires !

C'est une honte !

Est ce qu'ils vont faire leurs courses des fois, les Le maire, Macron, Borne, Darmanin ?

Est ce qu'ils savent ce que c'est que de remplir un caddie avec un salaire de 1300 euros - quand on a la chance d'avoir un temps complet - et qu'on a deux ou trois enfants ?

Quand à ceux qui ont eu la chance de prendre des vacances, et qui ont pris l'autoroute pour rentrer chez eux cette semaine : ils ont du payer l'essence à plus de 2,50 ! Et 500km plus haut, dans le nord, il était à 1,99.

Mais c'est du racket, du vol en bande organisée !

Et on va rester sans rien faire ?

Non seulement ils nous payent avec un lance-pierres mais en plus, ils récupèrent le peu que nous gagnons en nous rançonnant par tous les moyens !

Alimentation, essence, je l'ai dit, on se fait plumer. Électricité: +31% depuis 2021

Gaz : avec la fin des tarifs réglementé, les prix vont exploser. Lisez à ce sujet les travaux de Fabien Gay et de Sébastien Jumel sur l'ARENH.

Taux d'intérêts : ils explosent. Les ménages qui veulent acheter une maison, une voiture ou les PME, TPE qui veulent investir devront se couper un bras.

Mutuelle : +10% en moyenne pour compenser les taxes que l'État leur prélève.

Alors j'ai failli m'étrangler quand j'ai lu les 10 pages d'interview du Président de la République qui ne dit pas un mot de ce que vivent des millions de français, de travailleurs, de classes populaires comme les classes moyennes, des petits patrons, des retraités.

Rien ! Ou plutôt si, il nous dit : la rigueur est de retour !

En bras de chemise dans son fort de Brégançon, il nous annonce 15 milliards d'euros en moins pour les dépenses publiques ce qui veut dire 15 milliards d'euros en moins pour les Français et pour les services publics, pour nos collectivités, pour nos communes.

Le retour des règles budgétaires inscrites dans le marbres des traités européens.

Et la hausse des impôts et taxes pour nous tous et toutes, tel que : hausse des franchises sur les médicaments, hausse des consultations, hausse des taxes sur l'alcool, sur les péages !

Et tout ça en se félicitant d'avoir réussi à imposer de manière autoritaire une réforme des retraites à 64 ans qui va conduira de nombreuses femmes aux carrières hâchées à travailler jusqu'à 67 ans, à toutes celles et ceux qui ont des carrières longues de travailler plus longtemps encore !

Alors puisque Monsieur Macron invite tout le monde à un séminaire pour discuter et travailler ensemble, je lui dirai qu'avant toute chose, il doit ravalier sa morgue, se mettre à la place des Françaises et des Français, entendre leur colère et arrêter de servir la soupe aux riches en taxant les travailleurs et les retraités !

Il est hors de question de continuer à se laisser plumer sans rien dire, sans remettre en cause des choix politiques exclusivement fait pour servir le capital au détriment du travail !

Et je le dit de la même manière à Gérald Darmanin qui organise une discussion ce dimanche à Tourcoing sur le thème : « comment parler aux classes populaires ? ». Si j'avais pu, croyez bien que j'y serai allé pour lui dire ce que je pense de la politique qu'il soutient depuis 7 ans !

Je lui aurai dit que la priorité n'est pas de parler mais de faire, d'agir concrètement pour les classes populaires !

Agir pour la retraite

Agir pour bloquer les prix

Agir pour augmenter les salaires au même rythme que l'inflation

Agir pour rendre effective la gratuité de l'école et de la santé, lui qui vient de redire dans une interview que les Français avaient de la chance car la santé et l'école étaient gratuites.

Pourtant, la réalité, c'est que la santé nous coûte de plus en plus cher et le gouvernement veut encore aller plus loin avec les franchises et continue de priver la sécurité sociale de ressources par sa politique d'exonérations !

Et concernant la rentrée scolaire : il a vu les prix ou il a oublié d'aller à Auchan ? Les fournitures scolaires augmentent de 10% et l'allocation de rentrée scolaire augmente de 5% !

Alors Monsieur Darmanin, si vous voulez parler aux classes populaires, écoutez nos propositions, allez dans les villes communistes, proposez à votre Première Ministre de prendre en charge les fournitures scolaires de nos enfants comme nous le faisons et rétablissez la sécurité sociale pour tous avec 100% des soins et des médicaments remboursés !

En politique, il ne doit y avoir que des vérités à dire. Alors comptez sur nous pour parlez aux classes populaires et leur rappeler quelques vérités vous concernant.

Vous avez soutenu la retraite à 64 ans, la non-revalorisation des salaires, la hausse de la CSG.... Vous avez soutenu et défendu cette politique désastreuse pour les Français, les Français doivent s'en souvenir !

Ils se souviendront aussi que votre gouvernement a méprisé les Français qui ont manifesté pendant plus de 6 mois contre la retraite à 64 ans, que cette réforme a été imposée par le 49-3.

Alors je dis aux Français : cette réforme nous la retirerons quand nous gagnerons les élections pour rétablir la retraite à 60 ans !

Et nous construirons cette réforme avec les syndicats, avec les travailleurs, car la démocratie sociale, pour nous c'est essentiel.

Et je demande à Élisabeth Borne de mettre un terme aux poursuites contre les militants syndicaux, dont ceux d'EDF, qui ont mené une grève exemplaire, au premier rang desquelles notre camarade Sébastien Menesplier.

C'est inédit qu'un premier dirigeant de fédération soit convoqué. Ce régime politique s'enfonce dans des dérives autoritaires inacceptables.

Nous serons aux cotés des salariés et de leurs représentants ! Nous serons aux cotés de Sébastien Mènesplier.

Et nous continuerons de nous battre aux cotés de toutes celles et ceux qui défendent leur travail, leur salaire, des femmes qui veulent l'égalité salariale et professionnelle, ces salariés qui font face à de véritables mercenaires : je pense à ceux de Clestra.

Quand à nous, au PCF, notre détermination est intacte pour défendre les Jours heureux, pour défendre l'être humain et la planète, pour s'attaquer au pouvoir gigantesque de la finance, et redonner de l'espoir aux Français, à la jeunesse.

Notre pays est riche !

Riche de l'argent de celles et ceux qui créent des richesses par leur travail !

Riche comme crésus ou comme Bernard Arnault et les 500 familles qui détiennent 1170 milliards d'euros gagnés sur le dos des travailleurs du pays.

Riche comme les banques, les compagnies pétrolières et les compagnies d'assurances qui n'ont jamais autant profité de la crise.

Riches comme les multinationales du CAC 40 qui ont encore engrangé 142 milliards d'euros de bénéfices en 2022 et 80Mds au premier semestre 2023.

D'ailleurs je fais tout de suite deux propositions au Président de la République :

Je propose de supprimer 100% des aides publiques versées aux entreprises qui réalisent des dividendes ! Que cet argent serve à nos services publics, aux petites entreprises et finance la relocalisation de l'industrie ! Voilà la contribution utile pour le pays de la part du CAC40 !

Et je propose aussi un pacte pour la jeunesse : travaillons à garantir à chaque jeune la meilleure école, en soignant nos enseignants, en garantissant la meilleure école publique, sans demander aux professeurs de travailler plus, juste en respectant leur métier.

Et proposons à chaque jeune qui sort de l'école un emploi ou une formation rémunérée au minimum au SMIC revalorisé et à la hauteur de ses qualifications pour donner enfin une perspective à nos enfants.

Nous voulons une société débarrassée du chômage et de la pauvreté. Alors commençons par la jeunesse : pour nous, un jeune, une solution, c'est zéro jeune au chômage, c'est zéro jeune en dessous du SMIC, c'est personne au RSA et tout le monde avec un emploi ou une formation !

Car j'y tiens à cette France du travail, c'est la France de l'emploi pour tous et toutes !

Car c'est par le travail, l'égalité au travail, avec des salaires permettant de vivre, de se projeter dans l'avenir, d'élever ses enfants que nous reconstruirons la France, la fraternité entre les citoyens, et la liberté pour chacun de pouvoir profiter des fruits de son travail.

Nous devons redonner une ambition collective à tous les français, par le travail et en permettant à chacun, chacune de se projeter vers des Jours Heureux.

Notre pays est si beau si fort, si riche, il a toutes les ressources pour répondre à ses besoins et de permettre à chacun, chacune de vivre heureux, à égalité, dans la fraternité, dans chaque commune.

Et nous avons tellement de chantiers à ouvrir, de défis à relever : urgence écologique, grand âge, souveraineté industrielle, alimentaire, énergétique, sanitaire, service public...

La grande richesse de la France, c'est celle issue du travail au service de la nation et d'une ambition partagée, qui nous rassemble.

Où est cette ambition pour la France ?

Sans nous, elle n'existerait pas aujourd'hui.

Les uns pensent finance, les autres s'en prennent aux étrangers et au final serviront comme les premiers le capital.

Nous nous portons cette ambition d'une France des Jours Heureux.

Nous sommes à un moment dans l'histoire de notre pays, de l'Europe qui nécessite de rassembler nos concitoyens pour se projeter vers un avenir commun, un bonheur qui serait partagé car nous y participerions toutes et tous en fonction de nos possibilités, de notre diversité, de nos qualifications.

C'est le projet que nous portons. Oui, nous voulons inviter les Français à reconstruire la France, au sens propre comme au sens figuré.

C'est pour cela que je propose un pacte pour le climat, un pacte pour la jeunesse, un pacte pour la France !

Nous avons besoin de reconstruire nos services publics et de former, embaucher et pré-recruter 500 000 agents publics supplémentaires.

Nous avons besoin d'une industrie qui permette de répondre à nos besoins, produire en France ce que nous consommons en France. C'est bon pour le climat, c'est bon pour l'emploi. Relocalisons ces 2 millions d'emplois industriels partis à l'étranger.

Nous avons besoin d'investir dans les métiers du lien, de la santé, de la connaissance, de la petite enfance et du grand âge.

Nous avons besoin d'engager la transition écologique et de garantir notre souveraineté alimentaire.

Il nous faut autant d'ingénieurs dans le nucléaire que de paysans pour nos terres !

Nous avons besoin d'être à la pointe dans les métiers de services, dans les nouvelles technologies, dans la science, la recherche autant que dans l'intelligence artificielle mise au service du progrès humain.



Donnons de la force à cette ambition partagée pour la France, pour la jeunesse, en permettant à chacune, chacun de s'investir dans tous ces métiers d'aujourd'hui et de demain mais en mettant dans le mot travail, le plus beau des contenus.

Travail doit rimer avec salaires, avec congés, avec épanouissement, avec formation, avec égalité femme-homme, avec reconnaissance, avec dialogue et participation !

C'est cela la République sociale, démocratique, écologiste et féministe que nous voulons bâtir avec les citoyens !

C'est comme cela que nous réussissons aussi à sortir de cette société violente, excluante, rimant avec précarité, insécurité, racisme et antisémitisme.

C'est pour cela que nous appelons à manifester massivement à la journée de mobilisation et de grève de intersyndicale le 13 octobre prochain, dans le cadre d'un vaste mouvement européen.

Nous mettrons toutes nos forces dans cette date.

En faire une grande réussite avec l'intersyndicale pour défendre les droits des salariés mais aussi dénoncer tous ces reculs de la République parce qu'à chaque fois que la République recule, c'est la loi du plus fort qui s'impose et c'est la souveraineté du peuple qui ne peut plus s'exercer.

**Après le meurtre de Nahel et les émeutes qui ont suivi, nous serons toujours aux côtés des Français pour renforcer l'égalité républicaine et la sécurité à laquelle chacune et chacun a droit dans notre pays.**

Nous sommes conscients des difficultés qu'affrontent les policiers au quotidien. Et nous les soutenons lorsqu'ils doivent mener cette mission républicaine essentielle qu'est la protection de nos concitoyennes et concitoyens alors même qu'ils ne disposent ni des moyens ni des politiques adaptés aux nouvelles exigences de tranquillité et de sécurité.

C'est précisément pour cela que nous disons clairement qu'un tir meurtrier, de la part d'un fonctionnaire à qui est confié la mission de nous protéger, sur un jeune pour un refus d'obtempérer n'a pas sa place en République.

L'utilisation de leur armement par certains policiers jusqu'à mutiler, comme Hedi l'a vécu, n'a pas sa place en République.

Et jamais dans notre République nous n'accepterons un régime d'exception pour des policiers mis en cause qui doivent être des justiciables comme les autres.

Et nous disons tout aussi clairement que la dégradation de biens, de services publics, l'attaque de personnes, d'élus ou le pillage de commerces n'a pas davantage sa place en République. Nous savons bien que les premières victimes des émeutes, ce sont les habitantes et les habitants des quartiers populaires.

Est-ce si compliqué de dire sans ambiguïté ces principes essentiels pour la République et pour l'unité de la nation ?

Nous continuerons à tenir un discours clair à ce sujet parce que je suis convaincu que pour renforcer son influence, la gauche doit être à la hauteur de l'attente d'égalité et de tranquillité publique auxquels nous aspirons tous.

Se dérober à ces objectifs essentiels c'est diviser entre elles les populations et à ne plus pouvoir faire front commun contre leur véritable adversaire : un système de domination et d'exploitation exercé par le capital.

Avec les militants et les élus communistes, et je salue ici l'action de mon ami et camarade Philippe Rio, Maire de Grigny, je veux unir les habitants de territoires qui ne sont pas, comme certains le disent, des "territoires perdus" mais des territoires abandonnés par la République.

Bassins industriels, quartiers populaires, territoires ruraux et territoires d'Outre-Mer représentent plus de 15 millions de personnes dans notre pays et une richesse indispensable pour l'avenir de la France !

Et contrairement à ce qui est répété à longueur de journée, l'État n'investit pas assez, loin s'en faut, dans ces territoires ! Il faut mettre le paquet sur les services publics, la rénovation urbaine, le logement.

Nous voulons **le redéploiement de la République partout, pour toutes et tous.**

C'est pour contribuer à des réponses progressistes à même de faire refluer la désespérance des quartiers et des villes populaires, que nous organiserons, **les 19 et 20 septembre prochains, au siège national du PCF, deux journées de travail sur ces questions.**

C'est ainsi que nous entendons combattre efficacement les solutions du pire, les discours de la haine et de la violence qui occupent tout le débat public.

Le 24 septembre prochain se tiendront les élections sénatoriales lors desquelles nous avons l'ambition de défendre les élus locaux, de défendre les communes, de défendre les collectivités et leurs prérogatives et nous avons l'ambition de renforcer notre groupe au Sénat. Je veux ici saluer le travail de l'ensemble des parlementaires et d'Eliane Assassi, Présidente du groupe jusqu'au 24 septembre.

**Au regard de l'actualité, je veux aussi m'arrêter un instant sur la remontée inquiétante des discours et des actes racistes et antisémites dans notre pays.**

Comme en toute période de crise, nos compatriotes redeviennent des boucs-émissaires commodes. Des magasins sont maculés d'inscriptions odieuses dans des simulacres de « Nuit de cristal », des cimetières et des lieux de mémoire sont profanés, des sièges de notre parti sont tagués de slogans néonazis, et certains vont même jusqu'à s'en prendre au patronyme de personnalités juives.

Que les choses soient claires : il n'y aura jamais chez nous la moindre complaisance pour des propos racistes comme antisémites, d'où qu'ils viennent, quels que soient leurs auteurs !

**De tels propos sont inacceptables, injustifiables, inexcusables.**

Et je veux simplement, solennellement, affirmer au nom des communistes, au nom de toute l'histoire de notre parti,

au nom de ce que la nation doit aux combattants étrangers de la Main-d'Oeuvre Immigrée, la MOI, au temps de l'occupation hitlérienne — à commencer par le groupe de Missak Manouchian dont nous célébrerons prochainement l'entrée au Panthéon —,

que jamais l'antisémitisme comme le racisme ne rencontrera chez nous la moindre complaisance, la moindre tolérance.

J'apporte toute la solidarité et tout notre soutien aux victimes de ces actes et de ces propos, qu'ils soient de confession juive ou musulmane.

J'apporte tout mon soutien à Rachel Khan qui a fait l'objet d'un jeu de mot odieux. Que la justice fasse à chaque fois son travail.

C'est grâce aux députés communistes que la loi Gayssot permet aujourd'hui de poursuivre les auteurs de paroles antisémites ou négationnistes.

Et il se trouve que des personnalités ont bel et bien été condamnées pour des propos racistes envers nos concitoyens musulmans, je pense notamment à l'odieux Zemmour ou encore au nouveau directeur du JDD.

Ces condamnations de la justice auraient dû les priver de toute audience, de tout débat, de toute invitation dans les médias, de toute complaisance. Or c'est quand même tout l'inverse qui se produit envers eux !

C'est cette violence là, insidieuse, visible, où l'on ne se parle plus ou le dialogue et le débat n'existe plus, où les insultes racistes et antisémites sont là pour faire du buzz sans s'inquiéter des dégâts qu'elles produisent, c'est tout cela qui ruine notre société, notre République et conduit à des drames, des crimes atroces.

Le PCF ne sombrera jamais dans l'ambiguïté. Il mènera ce combat pour une république laïque, universaliste, sociale et démocratique avec toutes celles et ceux qui le voudront.

Alors oui, nous n'irons pas débattre avec quiconque se sera illustré en encourageant les préjugés anti-juifs, anti-musulmans ou la détestation de l'égalité républicaine. D'où qu'ils viennent, et quelle que soit la cause dont ils se revendiquent. Et je prends l'engagement devant vous de remettre vite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale la proposition de loi visant à pouvoir sanctionner d'une peine d'inéligibilité tous ceux et toutes celles qui se seront rendus coupables d'appels à la haine raciale.

Plus que jamais, en une rentrée porteuse de lourds dangers, les communistes entendent travailler au rassemblement du monde du travail et des forces vives de la France, sans distinction d'origine, de couleur de peau, de religion.

**De cette rentrée à la campagne des élections européennes, qui se tiendront le 9 juin 2024, c'est ce que nous voulons porter de toutes nos forces.**

Ces élections seront donc très importantes et j'appelle nos concitoyennes et nos concitoyens à y participer massivement pour exprimer leur volonté démocratique contre toutes celles et ceux qui à Paris, à Bruxelles ou ici, à Strasbourg, voudraient décider sans eux.

**Notre parti a une voix originale à porter lors de ces élections.**

Le PCF est, rappelons-le, le seul parti de gauche à s'être opposé avec constance aux traités néolibéraux européens.

Nous ne pensons pas que la sortie de l'UE ou encore la « désobéissance », comme disent certains, sans réelle perspective de faire évoluer les rapports de force, soient des solutions.

Et nous ne partageons pas non plus l'idée d'une Europe fédérale qui viendrait imposer ses choix à marche forcée aux peuples.

Tout cela mènerait à l'échec et ne ferait que renforcer l'extrême-droite qui progresse sur la désespérance partout en Europe.

Nous portons l'ambition d'une toute autre construction européenne, une union de nations et de peuples libres, souverains et associés pour des coopérations sur la base de projets partagés, utiles aux peuples.

C'est pourquoi, **j'appelle les communistes à entrer dès à présent en campagne, autour de notre chef de file, Léon Deffontaines**, que les Français commencent à découvrir et que beaucoup apprécient d'ores et déjà pour sa clarté et sa pugnacité ! Il est jeune et il a pourtant déjà beaucoup d'expérience !

Je vais m'engager à fond à ses côtés pour la réussite de notre campagne et **j'appelle à la plus large mobilisation pour construire avec lui une liste ouverte, large, celle d'une gauche populaire, sociale et républicaine, avec toutes les forces et personnalités qui partagent notre ambition pour bousculer le débat européen** que Renaissance et le Rassemblement national voudrait imposer entre néolibéralisme et xénophobie.

Et je souhaite que notre conférence du 14 octobre prochain nous engage pleinement dans cette belle campagne pour présenter notre projet aux Français.

**Notre ambition est de répondre aux intérêts des peuples !**

**Les peuples d'abord !**

**Mes amis, mes camarades, notre feuille de route pour cette rentrée est ambitieuse pour être toujours plus utiles à nos concitoyennes et concitoyens.**

C'est par toutes ces initiatives que je viens de vous présenter que, nous les communistes, nous comptons rendre la gauche majoritaire dans notre pays parce que le PCF se sera renforcé et aura contribué à renouer avec les classes populaires.

Oui, le PCF porte et continuera de porter une voix originale, singulière, dans notre pays et travaillera au rassemblement de tous les progressistes, de toutes celles et ceux qui veulent mettre la paix, le progrès social et écologique au cœur de notre projet.

A celles et ceux qui m'interrogent sur la gauche, la coalition des forces de gauche au sein de la NUPES, les déclarations de tel ou tel dirigeant, je dis une chose simple :

Quand la gauche est plus préoccupée par le bruit qu'elle fait que par les solutions à construire, les Françaises et les Français s'en détournent.

Mais quand la gauche se préoccupe des intérêts de l'immense majorité du peuple, lorsqu'elle met le travail et l'émancipation humaine au cœur de son projet, lorsqu'elle respecte chaque français, ceux des banlieues comme ceux de la ruralité, qu'elle défend notre art de vivre et promeut la culture, alors elle est utile au pays et davantage de salariés s'y reconnaissent.

C'est pour cela que nous appelons à la construction d'un large front populaire rassemblant l'ensemble de nos concitoyens prêts à porter une telle alternative à gauche.

Je continuerai mes rencontres, chaque mois, dans tout le pays, dans les campagnes, dans les grandes villes, dans les entreprises, pour construire ce rassemblement, pour donner vie à cette espérance nouvelle à gauche. J'irai les bras ouverts, pour rassembler, convaincre, élargir et créer les conditions de la victoire de la gauche à chaque élections.

Si nous portons une telle ambition, j'en suis convaincu, nous pouvons mettre en échec Emmanuel Macron et ses réformes de régression sociale et démocratique !

Et nous ferons reculer concrètement l'extrême-droite qui n'a jamais été du côté des travailleurs et des travailleuses du pays, qui n'a jamais défendu le progrès social et qui a toujours été le meilleur allié du patronat et des grandes fortunes..

**Contre la finance et la désespérance, construisons l'alternative dont la France a besoin.**

**Ensemble, nous pouvons faire naître une nouvelle espérance !**

**Ensemble, nous pouvons faire gagner la France des Jours heureux !**